Mohamed ben Mohamed El-Kebir Ennaoui, à compter du 1^{er} avril 1960.

Ahmed ben Tahar Bou-Kef, à compter du 1^{er} juillet 1960.

d) *Secrétaires-Interprètes*

Pour la classe exceptionnelle :

M. El-Mekki ben Hadj Mahmoud Chaker, à compter du 1^{er} juin 1960.

SECRETARIAT D'ETAT A L'INTERIEUR

EXPROPRIATION

Décret N° 60-92 du 24 mars 1960 (26 ramadan 1379), portant expropriation pour cause d'utilité publique des terrains et immeubles nécessaires à la création d'un jardin public, angle boulevard Hédi Chaker et rue Sidi Boujaffar à Sousse.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 16 juillet 1884 (22 ramadan 1301), portant création d'une Commune à Sousse;

Vu le décret du 14 mars 1957 (12 chaabane 1376), portant loi municipale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 9 mars 1939 (17 moharem 1358), sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la délibération du Conseil municipal de Sousse, dans sa séance extraordinaire en date du 6 février 1960;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat à l'Intérieur et aux Travaux Publics et à l'Habitat,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique, au profit de la Commune de Sousse, classés et incorporés dans le Domaine public communal, les terrains et immeubles figurés sur le plan ci-joint sous les N°s 1, 2, 3, et nécessaires à la création d'un jardin public angle avenue Hédi Chaker et rue Sidi Boujaffar, à Sousse, objet du tableau ci-après :

NUMERO de la PARCELLE	PROPRIETAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SURFACE APPROXIMATIVE
1	M ^{lles} Elise et Emilie de Khelifa Lellouche.....	180 m ²
2	Héritiers Ichoua Ghouila Hourii..	735 m ²
3	1° Héritiers Giacomo Lumbroso; 2° Habib : Messaoud, Fortuné, Richard; 3° M ^{me} V ^{ve} Giacomo Setbon; 4° M ^{me} Emilie Moatti.	1.903 m ²

ART. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les immeubles et parcelles en cause.

ART. 3. — Cette expropriation est déclarée urgente.

ART. 4. — Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 mars 1960 (26 ramadan 1379).

P. le Président de la République Tunisienne :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence

et par délégation,

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT A L'INDUSTRIE ET AUX TRANSPORTS

NOMINATIONS

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à la Présidence du 21 mars 1960 (23 ramadan 1379) :

Sont nommés :

Directeur de l'Association d'Intérêt Collectif de Bou Fichta :

M. Khemaïs ben Salem ben Salah.

Membres du comité de direction :

MM. Pullicino André,
Belgacem El Grafe.

Le Directeur et les Membres du comité de direction de l'Association d'intérêt collectif de Bou Fichta sont nommés pour une période de trois ans, à compter de la date du présent arrêté.

Leur mandat peut être renouvelé.

CODE DE LA ROUTE

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports, du 25 décembre 1959 (25 djoumada II 1379), valable du 16 décembre 1959 au 15 décembre 1962, la Société El-Izdihar, domiciliée au Kef, avenue du Gouvernorat, est autorisée à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes, défini à son cahier des charges.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports, du 28 janvier 1960 (29 redjeb 1379), valable du 16 janvier 1960 au 15 janvier 1961. M. Sassi ben Mohamed Lassoued, domicilié à El-Hamma de Gabès, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes, entre El-Hamma-Tunis et Gabès-Kebili.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports, du 10 février 1960 (12 chaabane 1379), valable du 5 février 1960 au 4 février 1961. M. Abdallah ben Echaouch ben El-Hadj Ahmed ben El-Hadj Sadok, domicilié au Kef, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes, entre Le Kef et divers marchés de la région définis au cahier des charges.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 10 février 1960 (12 chaabane 1379), valable du 5 février 1960 au 4 février 1961. M. El-Hadj Béchir ben Fedal, domicilié à Menzel Temime, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes, entre Menzel Temime-Tunis et Menzel Temime-Zaouiet El-Mgaiz.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports, du 10 février 1960 (12 chaabane 1379), valable du 6 février 1960 au 5 février 1961. M. Taïeb ben Mansour, domicilié à Soliman, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes, entre Soliman-Tunis et Tunis-Menzel-Bou-Zelfa.

SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE

ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

Décret N° 60-93 du 24 mars 1960 (26 ramadan 1379), modifiant le décret du 1^{er} mai 1952 (6 chaabane 1371), portant constitution de l'Association d'Intérêt Collectif de Helba.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 30 juillet 1936 (11 djoumada I 1355), portant organisation des groupements d'intérêt hydraulique;

Vu le décret du 1^{er} mai 1952 (6 chaabane 1371), portant constitution de l'Association d'intérêt collectif de Helba;

Vu la demande présentée le 29 septembre 1957, par le Directeur de l'Association susvisée;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 du décret susvisé du 1^{er} mai 1952 (6 chaabane 1371), est modifié comme suit :

Puits de Helba N° 1 :

Les versements, effectués de 1934 à 1950, se montent à 738,480 dinars.

Le reliquat restant dû, soit 347,520 dinars, sera remboursé en 8 annuités égales de 43,440 dinars, à compter de 1952.

Seguia de Kastillia :

Les versements, effectués de 1945 à 1950, se montent à 19,600 dinars.

Le reliquat, soit 50,400 dinars, sera remboursé en quatorze annuités égales de 3,500 dinars, de 1952 à 1965.

Puits de Helba N° 2 :

Le remboursement de la valeur du puits de Helba N° 2, soit 8 888,074 dinars, s'effectuera en 23 annuités égales de 386,438 dinars.

La première annuité viendra à échéance le 31 décembre 1952, la 23^e annuité en 1974.

ART. 2. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 24 mars 1960 (26 ramadan 1379).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.*

BAHI LADGHAM.

CONCOURS

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 17 mars 1960 (19 ramadan 1379), portant modification de l'arrêté du 10 juin 1955 (19 chaoual 1374), fixant le règlement et le programme du concours pour l'accession à l'emploi d'Instituteurs techniques agricoles.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-12 du 5 février 1959 (26 redjeb 1378), fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1927 (3 redjeb 1346), fixant les dispositions statutaires applicables au personnel du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment l'arrêté du 10 juin 1955 (19 chaoual 1374);

Vu l'arrêté du 10 juin 1955 (19 chaoual 1374), fixant le règlement et le programme du concours pour l'accession à l'emploi d'Instituteurs techniques agricoles,

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 2, article 2 de l'arrêté du 10 juin 1955 (19 chaoual 1374), sus-visé, est modifié comme suit :

« Les candidats doivent être âgés de 20 ans au moins et de 30 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, et justifier du diplôme de l'Ecole d'Agriculture de Moghrane, d'une Ecole Pratique d'Agriculture, ou d'un Etablissement d'enseignement agricole au moins équivalent.

« le reste sans changement ».

Tunis, le 17 mars 1960.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

ABDESSELEM KNANI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS ET A L'HABITAT

ASSOCIATION COOPERATIVE DE CONSTRUCTION

Par arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce aux Travaux Publics et à l'Habitat du 21 mars 1960 (23 ramadan 1379) :

Est agréée, en qualité d'association coopérative de construction, l'Association Coopérative de Construction « El Habibia », à l'Ariana, dont les statuts sont conformes aux statuts-types agréés par le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat.

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

AGENCE POSTALE

Par arrêtés du Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones du 21 mars 1960 (23 ramadan 1379) :

L'agence postale de Kalaât El Andleus, rattachée au bureau de Tunis RP, sera transformée en recette supplémentaire le 1^{er} avril 1960.

Cet établissement sera ouvert au public de 8 h. à 12 h. et de 15 h. à 17 h. et participera à toutes les opérations postales.

Une cabine téléphonique publique a été créée dans la localité de Ain-El-Khazazia, rattachée électriquement à Kairouan, et faisant partie de son centre de groupement en ce qui concerne l'application des taxes.

SECRETARIAT D'ETAT A L'EDUCATION NATIONALE

STAGE PEDAGOGIQUE

Arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale du 21 mars 1960 (23 ramadan 1379), relatif au stage pédagogique prévu pour les professeurs diplômés de l'Ecole Normale Supérieure.

Le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale,

Vu la loi N° 59-12 du 5 février 1959 (26 redjeb 1378), fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, et notamment son article 29;

Vu le décret N° 59-118 du 21 avril 1959 (12 chaoual 1378), relatif au règlement, au concours d'entrée et au diplôme de l'Ecole Normale Supérieure, et notamment son article 28,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Sauf dérogation accordée par décision expresse du Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, le stage pédagogique, prévu par l'article 28 du décret susvisé N° 59-118 du 21 avril 1959 (12 chaoual 1378), doit être accompli par les anciens élèves de l'Ecole Normale Supérieure, durant l'année scolaire qui suit immédiatement leur succès au diplôme de l'Ecole. Pendant l'année de stage, les élèves diplômés de l'Ecole Normale Supérieure doivent remplir un service d'enseignement aménagé en fonction du stage qu'ils auront à accomplir.

ART. 2. — Le stage pédagogique, prévu pour les élèves diplômés de l'Ecole Normale Supérieure, comprend une partie théorique et une partie pratique.

La partie théorique est constituée par les cours, conférences et exercices de pédagogie théorique et pratique qui seront exercés dans le cadre du Centre National d'Etude et de Formation Pédagogique rattaché à l'Ecole Normale Supérieure.